

## Appréciations . . .

Le numéro spécial de *Perspectives internationales*, publié en octobre dernier, renfermait une étude importante des relations canado-américaines signée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp. On y analysait les forces d'intégration qui jouent en Amérique du Nord, tout en tentant d'évaluer la portée de ces forces au Canada.

Face aux forces d'attraction continentale, le Canada se retrouve devant trois options:

tenter de maintenir l'état actuel de ses relations avec les États-Unis en modifiant ses politiques le moins possible;

s'acheminer délibérément vers une intégration plus étroite avec les États-Unis;

adopter une stratégie générale à long terme visant à développer son économie et les autres aspects de sa vie nationale.

Selon M. Sharp, la première option offre une réponse inadéquate car elle n'en vient pas aux prises avec la situation fondamentale du Canada ni avec les forces d'attraction continentale sous-jacentes; elle comporte donc, pour le Canada, le risque de se retrouver «plus fortement attiré dans la sphère d'influence américaine». La deuxième option est également rejetée parce que, quels que soient les coûts et les avantages économiques d'une intégration plus

étroite avec les États-Unis, on juge improbable que cette option «soit défendable dans le climat actuel ou prévisible de l'opinion publique canadienne».

M. Sharp termine en concluant que, des trois options examinées, la troisième est la plus apte à servir nos intérêts nationaux car elle réduirait, à la longue, «la vulnérabilité de l'économie canadienne» et, ce faisant, renforcerait «notre capacité de promouvoir les grands objectifs canadiens et d'assurer le sentiment de notre identité nationale».

Nous avons demandé à quelques analystes des relations canado-américaines de critiquer cette étude qui a été rédigée avec la collaboration et les conseils des collègues de M. Sharp au Gouvernement et des fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures.

Les appréciations suivantes sont celles du professeur Dale C. Thomson, directeur du Centre d'études canadiennes à l'Université Johns Hopkins de Washington; du professeur Louis Balthazar de l'Université Laval de Québec; du professeur Harry G. Johnson de l'Université de Chicago et de la *London School of Economics*; et du professeur Abraham Rotstein de l'Université de Toronto. Bien que deux d'entre eux poursuivent leurs principaux travaux de recherche en dehors du Canada, tous sont Canadiens d'origine. Les opinions exprimées dans chacun de ces articles sont celles de l'auteur.

## La troisième option: à quel prix?

par Dale C. Thomson

L'article de M. Sharp mérite une analyse approfondie, mais sa publication même et les circonstances qui y ont mené valent aussi d'être mentionnées. La politique étrangère était depuis toujours, et dans presque tous les pays, la chasse gardée d'un petit groupe élitiste; une fois devenu indépendant, le Canada a suivi cet exemple avec une rapidité déconcertante. Le public canadien, y compris les universitaires, avait

accepté cet état de choses et, jusqu'à tout récemment, il n'existait pas de cours de politique étrangère canadienne dans nos universités.

Depuis quelques années, cependant, le lien entre les affaires intérieures et étrangères s'est de plus en plus imposé, réalité qu'a reconnue le Gouvernement du Canada lorsqu'il déclarait, dans sa revue de politique étrangère parue en 1970, que la poli-